

# **RADIO ARC-EN-CIEL**

## **(Rapport d'activités avril-juin 2001)**

Les émissions de RAC depuis le mois d'avril ont été consacrées aux nouvelles, commentaires et analyses portant sur les deux événements politiques majeurs des quatre derniers mois : la scission du Front tigréan au pouvoir et la révolte de la jeunesse d'Addis Abeba soutenue – au-delà des barrières ethniques qui paralysaient toute unité d'action depuis dix ans – par l'ensemble des étudiants et élèves du pays y compris ceux dans la région du Tigray.

### **1. La scission du FPLT et les émissions de RAC**

**Le contexte :** Le Front Populaire de Libération de Tigray (FPLT) qui a pris le pouvoir en 1991 s'est scindé en deux au début du mois d'avril. Sur vingt membres du Comité Central 12 ont contesté le leadership de Meles Zenawi et ont quitté l'organisation. Des purges, des arrestations et même des assassinats entre tigréans continuent à ce jour. La division est en train de gagner la coalition d'organisations ethniques qui au tour du noyau du FPLT composent le Front Révolutionnaire et Démocratique des Peuples d'Ethiopie (FRDPE). L'armée et les forces de sécurité sont affectées par ces déchirements. Le risque de guerre civile entre frères ennemis tigréans d'abord dans leur région et ensuite dans l'ensemble du pays est réel.

#### **Les émissions de RAC :**

- Appel au peuple tigréan de ne pas se laisser entraîner dans une guerre civile et de ne pas prendre partie dans ce conflit qui n'est ni le sein ni celui du peuple éthiopien
- Rappel de la Déclaration de Paris qui « prophétisait » l'éventualité de telles divisions et de son appel au dialogue national non seulement pour résoudre les problèmes entre gouvernement et opposition mais aussi pour éviter les risques d'affrontements au sommet du régime :  
**« Notre appel au dialogue national est aussi un appel à la résolution par des méthodes démocratiques des problèmes éventuels au sein du Front au pouvoir. Ceci pour la simple raison que les affrontements violents entre factions rivales pourraient engager la société tout entière sur la voie dangereuse de la guerre civile. » (Déclaration de Paris septembre 1998)**
- Appel à toutes les forces d'opposition de ne pas prendre partie dans ce conflit car « **Nous ne nous prononcerons pas pour ou contre telle ou telle faction. C'est plutôt elles qui doivent prendre position par rapport aux revendications vitales de la société éthiopienne qui sont la démocratie, l'Etat de droit, le respect des droits de l'homme et surtout par rapport à l'appel au dialogue et à la réconciliation nationale lancé par la conférence de Paris. » (RAC 04/05/01)**
- Appel à la tenue d'une conférence nationale avec la participation de tous y compris la faction tigréenne opposée à Meles et condamnation de toute tentative par ce dernier de résoudre le problème par la violence et par l'utilisation d'autres « méthodes illégales » contre ses opposants qui doivent « être libres de former leur propre organisation et doivent avoir la liberté de mouvement pour avancer leur cause quelle qu'elle soit. »

### **2. La révolte de la jeunesse et l'intensification du mouvement populaire**

**Le contexte :** Le mouvement a été lancé par les étudiants de l'université d'Addis Abeba revendiquant le respect par les autorités universitaires (et le gouvernement) des libertés académiques. Les élèves des lycées de la capitale et pour la première fois depuis l'instauration

de la politique ethnique en 1991, tous les étudiants dans toutes les régions du pays (y compris ceux de l'université de Mekellé dans la région du Tigray) ont rejoint ce mouvement de protestation. Les manifestations à Addis Abeba ont dégénéré en bataille rangée entre jeunes et forces de l'ordre. Il y a eu une soixantaine de victimes. Le gouvernement a justifié cette répression par la nécessité de maintien de l'ordre et par le devoir de « protéger les biens et les personnes » face aux pillages et aux actes de vandalisme qui ont secoué la capitale pendant trois jours. Plus de quatre mille jeunes ont été arrêtés. Le jeune secrétaire général M. Ledetu et plus de 140 dirigeants et militants du nouveau parti « Parti Démocratique d'Ethiopie » et les responsables de l'**Ethiopian Human Rights Council (EHRCO)** ont été accusés d'être à l'origine de ce mouvement et jetés en prison.

#### **Les émissions de RAC :**

- Mettre en relief la fin du « cloisonnement ethnique » que nous dénonçons dans le passé et encourager les jeunes à continuer leur combat solidaire sans se soucier des barrières ethniques dressées par le régime
- Dénoncer (témoins oculaires et rapport de l'organisation Human Rights Watch à l'appui) le rôle joué par les agents provocateurs du régime lui-même dans les pillages et les actes de vandalisme et démasquer les objectifs de ces manœuvres qui visent à discréditer le mouvement aux yeux de la population et à justifier la répression devant la communauté internationale.
- Appel à la jeunesse de continuer le combat mais en insistant sur la nécessité de mieux organiser et coordonner le mouvement afin d'éviter au maximum le piège des provocateurs.
- Proposition de mise sur pied d'une **Association Nationale des Etudiants Ethiopiens** et de création de « **Conseil d'Elèves** » dans tous les lycées du pays.
- Appel aux jeunes d'aller au-delà de revendications catégorielles et de mener leur combat pour la démocratisation de la société éthiopienne et de soutenir pour cela l'appel au dialogue national lancé par la conférence de Paris.

### **3. L'appel au dialogue national : le débat sur les problèmes de transition**

**Le contexte :** Depuis quatre mois M. Meles est considérablement affaibli d'abord par les divisions sans précédent au sein du front tigréen qui lui a fait perdre sa base ethnique dans le Tigray et ensuite par la montée de la révolte de la jeunesse. La répression contre le mouvement des jeunes a été unanimement condamnée par la communauté internationale et surtout par les Américains qui trouvent désormais le régime de Meles « trop brutal » pour mériter le soutien inconditionnel des occidentaux. Convaincus que ce pouvoir ne peut plus continuer comme avant les occidentaux donnent l'impression qu'ils sont à la recherche d'une alternative crédible. Les Américains (avec eux les Anglais et les Allemands) cherchent à organiser un « dialogue national » entre Meles et l'opposition pour arrêter les modalités d'un transfert ou d'un partage de pouvoir. Il s'agit d'une tentative de réédition de la Conférence de Londres de 1991 qui a décidé des modalités du transfert du pouvoir de Mengistu à Meles confiant à ce dernier la responsabilité d'organiser la transition. L'idée est de confier encore une fois au nouveau gouvernement issue de ce « dialogue national » le soin d'organiser « la transition vers un régime démocratique. »

## Les émissions de RAC

- Opposition à ce type de « dialogue national » dont l'objectif majeur serait d'organiser un transfert ou un partage de pouvoir en rappelant les trois aspects cruciaux de l'appel au dialogue national lancé par la conférence de Paris : L'initiative de Paris est une démarche de compromis qui ne s'inscrit pas dans une logique d'une transition « au sommet » et de confrontation pour le pouvoir entre le Front et les forces d'opposition. Elle conçoit la transition non pas comme un exercice de « transfert du pouvoir d'une force politique à une autre » mais plutôt comme un processus de « démocratisation de la société tout entière. » Elle rejette toute idée de confier à un gouvernement quel qu'il soit le soin d'organiser la transition mais plaide plutôt pour la mise sur pied d'une « **Commission pour la démocratisation et les élections libres.** »
- Emissions réalisées pour rappeler ces aspects majeurs de l'initiative de Paris et surtout pour expliquer de façon détaillée les modalités de mise sur pied, les compétences et le fonctionnement de cette commission indépendante.
- Appel à soutenir l'initiative de Paris présentée comme « plus actuelle que jamais » et comme seule alternative crédible pour engager le pays sur la voie d'une paix durable et de la démocratisation.

RAC

Juillet 2001